

RÉSISTER, UN QUART DE SIÈCLE DU BULLETIN D'AC ! BESANÇON

GEORGES UBBIALI¹

*Résister*² était le journal du collectif AC!³ de Besançon. Ce journal (lire ci-contre le descriptif de la collection) a été publié de 1994 à 2019, sous la forme d'un bulletin tout d'abord recto-verso, format A4, puis en A3 pour l'essentiel.

Bien qu'à notre connaissance il n'existe pas de travail universitaire de référence sur la presse des chômeurs, *Résister* n'est pas le seul exemple d'une presse militante à destination du public des privés d'emploi. À ce jour, la presse pour les chômeurs est fort limitée. Nos recherches nous ont permis de localiser deux organes qui poursuivent cette information spécifique. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous pouvons citer le journal *Le chômeur déchaîné* (publié par l'association Droit au travail, collectif du Mouvement national des chômeurs et précaires, MCNCP de Lens⁴) ou encore *Vaincre le chômage*, publié par le Comité chrétien solidaire des chômeurs (CCSC)⁵.

Par le passé, d'autres organisations de chômeurs ont pu publier des organes de presse. L'association syndicale des chômeurs (ASC) a édité du milieu des années 1980 à 1989, douze numéros de la revue *Cash*. Le MNCP a longtemps publié, sous l'égide de son président, Maurice Pagat, puis sans lui après sa disparition (1928-2009), le journal *Partage*, du début des années 1980 à 2016 (n° 236, dernier numéro). L'APEIS (Association pour l'information et la solidarité des chômeurs et travailleurs précaires) a publié, entre 1999 et 2012, quarante-cinq numéros de son journal *Existence!* (dépôt légal à la BNF, *Existence!*). AC! a également édité des journaux relatifs à des événements particuliers. Ainsi, les Euromarchés d'Amsterdam (1997)⁶ ou de Cologne (1999) contre le chômage et la précarité ont été accompagnées d'un ensemble de journaux spécifiques. Notons que cette tradition d'une presse en direction des chômeurs trouve son origine dans la crise des années 1930 et

1. Georges Ubbiali est maître de conférences en sociologie, retraité, Université de Bourgogne Europe (LIR3S).

2. Je ne saurais que trop remercier Marie-Claude Charles qui a relu attentivement ce texte. On retiendra que le collectif AC! de Vaulx-en-Velin a publié un journal au tournant des années 2000 qui s'intitulait *Résistances*. Quelques exemplaires sont consultables sur le site national d'AC!.

3. Pour une présentation synthétique d'AC! se reporter à Xavier Crettiez et Isabelle Sommier, *La France rebelle*, Paris, Michalon, 2006, p. 334-339.

4. www.mnnp.fr/association-droit-au-travail-lens/.

5. <https://ccscfrance.com/>.

6. Lire Didier Chabanne, « Les marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions », p. 467-493, dans Richard Balme et col., *L'action collective en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2022.

RÉSISTER: LA COLLECTION

182 numéros du bulletin *Résister* ont été publiés entre 1994 (n° 1) et 2019 (n° 182). L'essentiel de ces bulletins (139 numéros sur 182) se présentait sous la forme d'un format A3, plié en deux, soit quatre pages. Le reste (43 numéros) a été imprimé en format A4 recto-verso. Imprimé noir sur blanc au départ, il sera publié ensuite sur papier couleur, différent à chaque numéro.

On constatera qu'il existe un ultime numéro isolé (n° 189), car il est probable que des numéros compris entre le n° 183 et le 189 aient été imprimés, sous une forme de tract, avec la mise en page maintenue. Ces numéros (184-188) n'ont pas été conservés, même sous forme informatique.

La collection est complète à l'exception du n° 95 (janvier 2006). On retiendra qu'il y a eu des erreurs de numérotation. Ainsi deux bulletins sont numérotés 37, ce qui est corrigé par l'absence de n° 38. De même l'absence du n° 165 est le produit d'une erreur de numérotation. En effet, le n° 164 est daté de novembre-décembre et le n° 166 porte la date de janvier-février.

Résister a connu trois étapes durant son existence. La jeunesse correspond à la période qui s'étale du n° 1 au n° 37 (juin 1998).

À partir du numéro suivant (n° 38) jusqu'au n° 163 (septembre 2014), commence l'âge adulte. Le bulletin est systématiquement publié sur quatre pages, à l'exception du numéro de décembre, avec un éditorial régulier, développant une dimension de l'analyse politique de la situation. Le mouvement des chômeurs de l'hiver 1997-1998 est passé par là¹.

Enfin, le n° 164, (novembre-décembre 2014), avec sa nouvelle maquette ouvre une ultime période qui s'achèvera en 2019, avec le n° 182. Durant ces dernières années, la périodicité de publication s'espace (avec une suspension de plusieurs mois entre le n° 170 et le 171, par ex.) et un nombre beaucoup plus réduit de parutions; ainsi en 2017, seuls trois numéros (n° 176, 177 et 178) sont publiés.

Cette collection est désormais accessible aux archives départementales du Doubs.

1. Sur cette mobilisation, on peut se reporter à Sophie Maurer, *Les chômeurs en action (décembre 1997-mars 1998): mobilisation collective et ressources compensatoires*, Paris, Harmattan, 2003. Cette mobilisation «improbable» – «miracle social» comme l'a, imprudemment, labellisé Pierre Bourdieu – a suscité de nombreuses analyses et débats, aussi bien dans le champ académique, que dans les milieux militants. Pour une synthèse des principaux ouvrages: Georges Ubbiali, «Rébellion de papier. Le mouvement des chômeurs en livres», *Drôle d'époque*, n° 5, 1999, p. 205-212.

la période de l'entre-deux-guerres (par exemple *Le journal des chômeurs*⁷).

Par rapport à cet ensemble de publications qui reste à explorer, *Résister* présente à la fois l'intérêt de la longévité (vingt-cinq ans) et d'être un organe de presse local, à destination du public des chômeurs et précaires. Presse à vocation mensuelle, *Résister* était distribué devant les agences ANPE (puis Pôle Emploi), parfois également de l'Assedic, de la ville de Besançon. Cela impliquait à chaque fois la mobilisation d'un nombre plus ou moins important de militant·es.

Comme on peut le constater en feuilletant le bulletin, celui-ci est strictement anonyme. Les seules exceptions consistent en l'énonciation de prénoms, en particulier dans les courriers adressés à AC! Un seul exemple suffira, celui de Claudine, dans la rubrique «Paroles de chômeurs» du n° 76. Ce sont les membres de l'association qui se répartissent le travail d'écriture. Grâce aux archives d'AC! on peut repérer quelques textes préparatoires de la plume de Charles Piaget⁸, dont l'écriture est parfaitement reconnaissable. Ainsi, les articles «Histoire du chômage» (n° 68), «Le NAIRU. Qu'est-ce que c'est?» (n° 124), «Le Smic: l'histoire de sa dévalorisation – sur l'évolution du Smic depuis le 11 février 1970» (n° 143) ou encore «Toutes les richesses du monde sont dues au travail humain et à rien d'autre» (n° 174). La contribution de Charles Piaget excède naturellement ces quelques articles, mais rien ne permet de les repérer spécifiquement. Charles Piaget, n'était qu'un rédacteur parmi d'autres.

POURQUOI RÉSISTER?

La décision de lancer un bulletin en direction des chômeurs et chômeuses est consubstantielle de la création de l'antenne bisontine d'AC! La réunion de création locale d'AC! s'est tenue en novembre 1993, le premier bulletin est édité en octobre 1994. Dans la veine d'une tradition remontant au syndicalisme d'action directe, il s'agit d'apporter aux exclus du marché du travail «la science de son malheur», comme l'écrivait Fernand Pelloutier en 1898⁹. On

7. Gallica, <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb32799363m/date>.

8. Charles Piaget fut le leader du conflit Lip. Sur ce conflit, on peut lire le récit qu'a écrit Piaget: *On produit, on vend, on se paie! Lip 1973*, Paris, Syllepse, 2021. Sur l'homme, on peut se référer à Théo Roumier, *Charles Piaget: de Lip aux «milliers de collectifs»*, Montreuil, Libertalia, 2024. L'ouvrage *Charles Piaget: un homme singulier au service du pluriel* (Paris, Syllepse, 2024), rassemble les hommages prononcés lors de son enterrement. Ce recueil contient une actualisation de sa biographie qui figure au Maitron, <https://maitron.fr/piaget-charles-albert/>.

9. La phrase complète est la suivante: «Ce qui lui manque [à l'ouvrier], c'est la science de son malheur; c'est de connaître les causes de sa

l'aura compris, la fonction première de *Résister*, c'est d'apporter des informations et analyses, les plus pratiques possible, afin d'aider les chômeurs à s'organiser, à se prendre en main. Les premiers numéros du bulletin sont assez symptomatiques de cette orientation, puisque le recto, en dehors d'une présentation d'AC! est composé d'informations pratiques utiles au public visé. «Radiés! Récupérez vos allocations!» ou encore «Assedic. Facilitez-vous la vie». Le verso propose de «se désintoxiquer des propagandes qui se multiplient en périodes électorales». L'article se conclut par un appel à l'action: «Ne pas baisser les bras». Ajoutons deux encarts, un sur les chiffres du chômage en Franche-Comté et un autre sur la manière dont les chiffres produits sur le chômage sont manipulés et induisent une vision erronée de ce phénomène. Il s'agit bien de «se déculpabiliser» de sa situation et de s'inclure dans un collectif, que les militant·es d'AC! visent à mobiliser.

LES RÉDACTEURS ET RÉDACTRICES DE *RÉSISTER*

L'équipe d'AC! a beaucoup évolué au fil des années. La contribution des un·es et des autres a également varié. Le pilier principal était Bernard Serafinowski, salarié de l'association jusqu'en 2012. En plus de la participation à l'écriture pour chaque numéro, c'est lui qui assurait les tâches pratiques de l'édition: saisie et corrections des articles, impression, récupération des exemplaires. Au départ, le bulletin a été imprimé par la FSU, puis par la suite, par Solidaires.

Parmi les contributeur·trices, en sus de Charles Piaget déjà mentionné, on peut citer également les noms de Martine Chevillard, Nadia Mennad, Maryse Caillet, Alain Tamboloni, Marie Schouvey, Philippe Billet... On retrouvera des éléments biographiques au fil des pages suivantes. Il n'a pas été possible de ressembler des informations sur d'autres militant·es, ainsi le couple Laude (Bernard et Madeleine), évoqué dans les récits.

Notons d'ailleurs au passage que *Résister*, tout en se présentant comme le bulletin d'AC! offre un visage œcuménique, puisque sont fournies toutes les informations permettant de contacter les associations de chômeurs présentes sur le territoire – AC! naturellement, mais aussi l'Action des chômeurs contre l'exclusion (ACCE), les États généraux des chômeurs (EGC) et le Comité des chômeurs baumois¹⁰ (CCB). Ces différentes associations disparaîtront du paysage social (n° 12, novembre 1995, pour EGC et n° 15, février 1996, pour le CCB). L'ultime mention

de l'ACCE, dernière association restante, se trouve dans le n° 24 (décembre 1996) de *Résister*. Dès son lancement, AC! se présente comme une structure inclusive et unitaire à l'égard des autres associations qui interviennent localement sur le même terrain qu'elle. Qu'en est-il de ses relations aux organisations syndicales?

LE RAPPORT AUX ORGANISATIONS SYNDICALES

Si plusieurs organisations syndicales soutiennent le lancement d'AC! ainsi qu'en témoigne la liste des syndicats signataires (n° 6) à la première manifestation appelée par les organisations de chômeurs le 11 mars 1995, où les signatures de la CFDT se joignent à celle de Solidaires et de la FSU. La CGT, quant à elle, s'implique au niveau national par l'intermédiaire de sa structure CGT-Chômeurs, mentionnée par exemple dans les numéros 47 ou 175. En l'absence d'une implantation locale de la CGT-chômeurs, ce syndicat est peu présent dans les colonnes de *Résister*. Si les syndicats trouvent leur place dans les pages de *Résister*, un dessin, reproduit dans le n° 51, manifeste cependant un rapport distant avec l'ensemble des organisations syndicales. On y critique les réactions syndicales à propos de l'augmentation des minima sociaux. Le représentant de la CFTC, à genoux, avance: «Alléluia! Je vais pouvoir rembourser le prêt de la maison.» Bernard Thibault (CGT), en se grattant les cheveux, s'interroge: «Ça fait combien en euros¹¹?» Marc Blondel (FO), cigare à la main, déclare: «Ma stratégie: demander le double de ce que demande Notat.» Et Nicole Notat: «1,50 F, sinon rien».

Les relations avec la CFDT vont se rompre, en particulier avec l'élection de Nicole Notat (secrétaire générale de 1992 à 2002). Cette organisation va rapidement devenir la tête de turc du journal. Ainsi, l'annonce d'une nouvelle rubrique «La médaille en carton» (n° 45) est consacrée à Nicole Notat, suite à un entretien de cette dernière avec *La Croix*, où elle défend la flexibilité et l'annualisation du temps de travail dans le cadre d'une négociation sur la RTT. Dans le n° 67, la création d'une agence de notation sociale et environnementale des entreprises (Vigéo), projet soutenu par la confédération et son ex-secrétaire générale promue comme dirigeante est brocardée. Le dessin est également mobilisé pour faire part de la défiance d'AC! à l'égard de la CFDT, comme l'exprime clairement la vignette reproduire dans le n° 54. Un patron (identifié par son cigare),

servitude; c'est de pouvoir discerner contre quoi doivent être dirigés ses coups.» Voir Jacques Julliard, *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, Paris, Le Seuil, 1971.

10. Baumois, de Baume-les-Dames, petite ville proche de Besançon.

11. Rappelons que l'euro a été mis en place un an avant, en 1999.

RÉSISTER: UN TON RABELAISIE

Il faut souligner le ton singulier des contributions rassemblées dans le journal, avec un accent particulier sur le dessin/la caricature. Dès le n° 9 et sans discontinuer par la suite, des illustrations provenant de *Charlie Hebdo*, du *Canard enchaîné*, du *Monde*, notamment sont reproduites dans *Résister*, conférant une dimension très acide à la lecture. Certains numéros comptent plusieurs dessins par page (par exemple, le n° 121 en compte huit sur quatre pages). Difficile donc d'échapper au ton «rabelaisien». Il s'agit de mettre à distance la réalité du chômage par des images pointant la cruauté du monde social. Rien ni personne n'est épargné par cette iconoclastie visuelle: les représentants politiques, syndicaux, les patrons, les économistes, les chefs d'État, les grands de ce monde, les institutions... La satire en quelques traits transmet un message critique, suscite l'étonnement, le rire, face à une réalité, un environnement anxiogène. Deux échantillons pour la démonstration. Tout d'abord: un dessin de Faujour (n° 53). Un chômeur en train d'épeler ses droits «L'alphabet des nouveaux pauvres: ANPE, RMI, SDF...» et ensuite un dessin, signé Seb et titré «Notarentule» (de Nicoles Notat).

L'âpreté du trait rejoint la causticité du verbe, ce dessin étant complété par le commentaire suivant: «La toile où elle s'est installée aussi un "syndicat", servait à l'origine de base pour combattre certaines espèces nuisibles. Une fois domestiquée par Aristofric, elle a transformé cette toile en piège gluant où les victimes qui se font prendre sont impitoyablement réduites à l'état d'esclaves/producteurs d'engrais pour champ d'oseille.» Amour désabusé quand tu nous tiens...

L'usage des jeux de mots réguliers participe de cette tonalité spécifique, dans la veine du *Canard enchaîné*. Ainsi le n° 53, à propos d'un article très argumenté, peut-il titrer: «Le PARE Choc? Brise le PARE». *Résister* n'hésite pas user du traditionnel stratagème du poisson d'avril (n° 6 et n° 7) en proposant un «scoop!». En effet, «comme de plus en plus de textes officiels sont mal compris, une loi sera discutée au Parlement le 1^{er} avril. Elle propose que tout texte officiel soit accompagné d'un deuxième original en latin et en anglais. Et cas de difficultés de compréhension du texte français, le texte étranger fera foi». Humour bon enfant et potache, qui prend un tour nettement plus grave et emphatique quand il s'agit de dénoncer le cynisme à propos de la manière dont les «recalculés» sont traités, dont les 35 heures sont remises en question ou encore pour critiquer la loi LSQ¹ (édito du n° 85) et qui se conclut: «Il est temps [...] de contester la remise en cause des droits acquis! Ceci afin de ne plus jamais voir fleurir la cynique formule: ARBEIT MACHT FREI²».

On l'aura compris, le style adopté parfois n'hésite pas à frôler la grandiloquence empreinte d'affectivité pulsionnelle, en écho du processus de décivilisation³ que représente le chômage auquel se confrontent les rédacteurs du modeste bulletin.

la main sur l'épaule, interroge Nicole Notat, «Ça te plairait la CFDT cotée en Bourse?». Afin de mieux faire passer le message, un deuxième dessin dans le même numéro, y expose le dirigeant du Medef, assis dans un fauteuil, Nicole Notat à ses pieds en train de lécher abondamment les pieds et un personnage avec un badge CGT pratiquant de même sur la secrétaire de la CFDT. Le texte précise: «Ce n'est pas le Medef qui fait peur, c'est la capacité des syndicats de négocier...» Tout au long de son quart de siècle de publication, *Résister* adoptera un style au vitriol à l'égard des réalités institutionnelles (voir l'encadré ci-contre).

Le premier numéro de *Résister* de 2004 (n° 79) met en parallèle les chiffres évoqués pour les vœux de nouvelle année par la confédération avec les chiffres oubliés

Les 650 000 recalculés qui ont cotisé à l'Assedic et qui ne toucheront plus d'allocations; les 400 000 exclus de l'ASS [...] la diminution du montant des retraites et de l'allongement de la durée de travail pour des salariés (public, privé).

Avec un sens avéré de l'humour noir, AC! poursuit, par antiphrase: «En 2024, on fait confiance à la CFDT [...] 2003 fut grandiose, 2024 sera géante.» Ces profonds désaccords entraîneront des répercussions locales à propos du PARE¹². En effet, le secrétaire de l'union régionale CFDT, dans une interview à *L'Est républicain*, avait vanté les mérites du PARE et dénoncé AC! qui prétendait empêcher sa mise en œuvre. *Résister* publie l'intégralité de la réponse qu'elle a envoyée au journal régional, soulignant que son point de vue est soutenu par une partie du mouvement syndical et des organisations politiques. Cette polémique mettait ainsi, sur la place publique, les oppositions entre cette centrale et AC!. Ajoutons, pour finir, que selon AC!, la morale de ce positionnement de la CFDT se traduit par un «naufrage annoncé», puisqu'aux élections de la SNCF, la centrale recule de onze points. Un dessin représentant François Chérèque (successeur de Nicole Notat) l'amène à commenter face à «l'effondrement aux élections à la SNCF», «Toujours en phase avec le gouvernement» (n° 81).

À l'occasion des élections prud'homales de 2002, *Résister* n° 69 annonce la présence d'un militant d'AC! sur les listes de Solidaires-G10¹³, manifestation de la proximité politique avec cette forme du

1. Loi sur la sécurité quotidienne (2001) à laquelle AC! reproche de permettre la condamnation à la prison pour des amendes pour les démunis «osant utiliser les transports en commun sans titre de transport».

2. En majuscules dans le texte. «Le travail rend libre». Cette inscription figurait à l'entrée des camps de concentration et d'extermination nazis.

3. Allusion au travail de Norbert Elias (*La société de cour*, Paris, Flammarion, 1985) sur le processus de civilisation dans lequel la modernité est engagée.

12. Plan d'aide au retour à l'emploi. C'est un des dispositifs élaborés dans le cadre de la refondation sociale initiée par le Medef. Refondation sociale qualifiée de «plante carnivore» par AC! (n° 54).

13. L'actuelle Union syndicale Solidaires, créée en 1998, provient d'un

NADIA MENNAD

Durant dix ans, de 2012 à 2022 Nadia a occupé un emploi aidé au sein d'AC! Besançon. À mi-temps, durant cette décennie, elle fut à la fois la secrétaire administrative de l'association et une militante impliquée dans les actions.

Née en 1968, Nadia suit une scolarité en lycée technique à Besançon, section commerce. À quelques mois du passage de son bac pro, elle a l'opportunité d'un recrutement dans une grande librairie bisontine. Elle opte pour l'emploi plutôt que le diplôme. Elle travaille pendant vingt ans chez Camponovo, comme vendeuse, puis comme responsable du service beaux-arts.

Elle négocie son départ et se retrouve au chômage en 2007. Elle suit des cours d'informatique dans le cadre de l'atelier mis en place par Catherine Berthet à AC!. Parallèlement, elle s'implique dans la vie de l'association comme militante. Si bien qu'en 2012, lorsqu'un poste d'emploi aidé est créé, il lui est proposé. Secrétaire, elle assure la gestion de l'association: fiche de paie, demande de subventions, saisie du journal *Résister*, comptabilité avec Philippe Billet, accompagnement des chômeurs et chômeuses, tout en participant aux assemblées générales et actions.

Elle s'engage dans une action de formation par VAE (Validation des acquis de l'expérience) et obtient le statut de conseillère en insertion professionnelle.

Son implication militante se prolonge dans deux autres associations: Reflets sur le monde, qui, dans le quartier de Montrapon vise à l'insertion des femmes, en particulier étrangères; elle est également bénévole dans l'épicerie sociale du quartier des 408, assurant la distribution de l'aide alimentaire.



Mère de trois enfants, désormais adultes, elle continue de «donner le coup de main» à AC! Elle se retrouve au chômage depuis la fin de son contrat à AC! L'arrivée d'un nouveau préfet en 2022 a entraîné la révision de nombreux contrats aidés, dont le sien. Très sensible à la personnalité de Charles Piaget, elle a fortement regretté le départ de celui-ci de la présidence de l'association: «Il avait l'amour des autres en bandoulière, comme elle aime à le dire et personne n'a pu prendre la place qu'il occupait.» Pour de très nombreux chômeurs et chômeuses, Nadia incarne le visage d'AC! dans l'association.

Elle a tenu à livrer son témoignage écrit sur Charles: «J'étais au côté de

Charles Piaget durant plus de dix ans. Un homme d'exception qui avait connu la lutte ouvrière, la lutte contre l'impérialisme, qui se développe au détriment de la population et de la classe ouvrière. Cela a rempli sa vie. C'est un homme qui incarne des combats qui sont encore plus d'actualité aujourd'hui. C'est pourquoi, en s'inspirant de Charles, il nous est possible de continuer une lutte de tous les instants pour répondre aux enjeux de notre civilisation, du point de vue sociétal, environnemental; il faudrait une production plus responsable, une meilleure répartition des richesses. Aujourd'hui, AC! est menacée de fermeture à cause de nouvelles lois restrictives. Alors qu'AC! est une structure qui permet à un grand nombre de personnes d'être accompagnées, plus de 1000 le sont chaque année. Leurs besoins sont criants de détresse, les instances étatiques sont absentes, voilà tout le paradoxe de notre société. Au moment où nous avons besoin de solidarité, d'écoute, le budget de l'État gangrené par le capitalisme carnassier, prend des mesures d'austérité toujours tournées contre les plus faibles. Charles Piaget doit rester dans nos cœurs. Il avait, sa vie durant, lutté contre l'injustice, la précarité. Le courage, l'honnêteté, la rigueur, voilà ce que représente pour moi Charles.»

Entretien réalisé en novembre 2025.
Corrigé par l'intéressée.

syndicalisme. Cet appel à voter pour une liste reçoit une claire mise au point (n° 71) rappelant qu'il s'agit d'une initiative individuelle et qu'AC! «ne soutient pas un seul syndicat. Fidèle à ses idées d'unité d'une part et aux revendications qu'elle défend, l'association AC! accepte comme partenaires les syndicats et associations qui partagent ses idées».

Cette «neutralité» à l'égard des syndicats n'empêche en rien la participation de militants syndicaux aux activités d'AC!. C'est le cas plus particulier de la FSU et de Solidaires. Cela vaudra d'ailleurs au secrétaire académique de Sud Éducation une polémique publique avec un ancien député socialiste, réputé pour son irascibilité. Joseph Pinard dénonce en effet, par le biais d'un entretien avec la presse locale, la

présence d'un syndicaliste «nanti», en l'occurrence un enseignant, mandaté par son organisation pour participer à la lutte engagée pour la prime de Noël. AC!, par un communiqué, réplique (n° 44) en revendiquant cette participation à ses actions au nom de la solidarité qui lie les salariés et les chômeurs.

QUEL POSITIONNEMENT POLITIQUE?

Qu'en est-il alors du rapport au politique et aux partis plus précisément? Clairement, AC! s'inscrit dans le courant de l'altermondialisme, ainsi qu'en fait foi la multiplication des références aux actions menées sous cette étiquette. Reprenant un des mots d'ordre de l'altermondialisme, l'article du n° 62 proclame «Un autre monde solidaire est possible. Le monde n'est pas une marchandise» et se conclut par un rappel des grands rassemblements organisés par

MARIE SCHOUVEY

Née le 7 septembre 1979 à Besançon, issue d'une famille ouvrière du quartier très populaire de Pesty, Marie s'insère entre deux frères pour constituer la fratrie. Scolarité sans trop de problèmes, puis prolonge par l'Université, obtenant une maîtrise de psychologie.



Comme bon nombre d'enfants issus du milieu ouvrier, elle travaille en parallèle de ses études.

Elle tombe amoureuse d'un Algérien qui est expulsé, à la suite de problèmes de renouvellement de ses papiers. Elle part en Algérie pendant trois mois, s'y marie, ce qui permet son retour.

Elle travaille à la mission locale, donne naissance à Lilia en 2007. Son poste étant supprimé, elle passe le concours d'infirmière, qu'elle obtient mais ne finit pas la formation.

Elle divorce, répond à une annonce de Pôle Emploi pour un poste d'animatrice socioculturelle à AC! Il s'agit d'accompagner les chômeurs et précaires. Elle remplace alors Bernard Serafinowski. Pas spécialement militante, même si elle se reconnaît pleinement dans les valeurs portées par l'association, elle s'implique néanmoins dans le collectif militant. Elle écrit quelques articles pour *Résister*, accompagne les délégations à la préfecture, s'implique dans le collectif.

La figure de Charles l'impressionne par sa rectitude. À la fin de son contrat, elle connaît de nouveau le chômage, avant de trouver un contrat aidé à Pôle Emploi. Elle se forme comme conseillère en insertion durant neuf mois à l'AFPA. En 2015, elle s'installe à Vesoul où elle obtient un poste à la mission locale. Il s'agit de développer des actions collectives. Elle reconnaît devoir beaucoup de son passage à AC! pour avoir développé cette envie chez elle. Elle a récemment changé de travail et travaille comme conseillère dans le centre de bilan de compétences à Vesoul.

Entretien réalisé en avril 2025.

le mouvement: «De Nice à Bruxelles, de Gênes à demain Porto Alegre, toujours plus nombreuses sont les voix qui s'élèvent pour faire entendre l'exigence d'un autre monde...» Le n° 174, sous le titre «Forum social mondial» explicite dans le détail les enjeux du FSM qui s'est déroulé à Montréal.

Dans le n° 64, un article appelle à se mobiliser franchement face au G8 rassemblé à Evian, «Pour un monde plus juste et solidaire». Chacune des grandes initiatives prises par le mouvement altermondialiste trouvera un écho au fil des pages de *Résister*, ainsi que l'illustre l'appel à manifester signé par AC!: «Contre le G7, d'autres voix» (n° 20). «L'ordre libéral» (édito n° 87) est vivement critiqué et AC! se prononce contre l'adoption du traité constitutionnel. Est annoncée l'ouverture d'une tribune à propos du traité constitutionnel européen, qui commence par l'évocation d'une phrase de Jean-Marie Bockel¹⁴ du 22 juillet 1992, pour un oui de gauche lors de Maastricht. Dans le n° suivant (n° 88) ce sont les propos de Martine Aubry et d'Élisabeth Guigou qui sont rapportés.

Opposé aux politiques de droite, AC! n'en conserve pas moins ses distances avec la gauche institutionnelle. L'édito du n° 67 (avril 2002) proclamait «AC! ne soutient pas de candidats», rappelant que les revendications qu'elle promeut ne sont pas défendues et conclut «Compte tenu de ce qui précède, nous ne sommes pas en démocratie». Lors de la présidentielle de 2007 (n° 104, notamment), l'édito «AC! et la présidentielle» rappelle qu'il s'agit d'abord de «changer l'insupportable»: «La précarité érigée en dogme, la répression des plus démunis, revaloriser le travail, dénonciation de la rapacité...», éditorial qui se conclut par:

Cette rapacité sans égale au cours de l'histoire fait courir les plus grands dangers pour l'humanité: *la destruction de la planète, notre habitat. La destruction des liens sociaux et les fondements de la démocratie*¹⁵.

On le perçoit, on est assez loin d'un appel à voter pour tel ou tel. Une fois Nicolas Sarkozy élu, le n° 106 avance: «Soyons vigilants, cet homme est dangereux. Il prépare une régression supplémentaire concernant les salariés, les chômeurs, les exclus, le vivre ensemble.» Et lorsque Nicolas Sarkozy, «président irréprochable» participe au G20 à Cannes, sa

14. Jean-Marie Bockel, maire socialiste de Mulhouse à ce moment-là, faisait partie des socialistes favorables à l'adoption du traité de Maastricht. Il s'éloignera du PS, créant son propre parti, La gauche moderne, partie prenante de l'UDI.

15. Souligné dans l'original.

nuitée au Majestic, facturée 37 000 euros, est évidemment brocardée (n° 140).

Si le président de droite se voit régulièrement critiqué dans les colonnes de *Résister*, il en va de même pour son successeur François Hollande. Quelques mois après son élection (n° 147, octobre 2012), on se demande si «Hollande livre-t-il la guerre au chômage?». Quelques numéros plus tard, à propos du devenir du secteur associatif, le ton est encore plus alarmant: «les associations ont soufflé sous la présidence de Sarkozy. Vont-elles expirer avec Hollande?» (n° 161). On n'est pas loin de «Hollande pire que Sarko?». En tous les cas, AC! n'hésite pas à s'adresser au Premier ministre, Lionel Jospin (n° 44), dans un éditо particulièrement critique sur la manière dont ce dernier a répondu aux demandes d'une «prime de Noël» («aide sociale d'urgence» dans le langage administratif) de la part des chômeurs:

Face aux mouvements revendicatifs des chômeurs et précaires de novembre et décembre 1998, vous avez montré, Monsieur Jospin, vos talents de manœuvrier destinés à soi-disant répondre aux besoins de ceux-ci. Les mesures qui ont été prises sont très loin de répondre aux attentes des personnes [...] et n'ont eu qu'un but pervers, celui de faire taire ceux qui criaient sur le pavé leur misère et leur ras-le-bol de cette société néolibérale qui fait tout pour les ignorer.

Au-delà de la personnalité de l'individu Jospin, c'est la politique menée par les socialistes au pouvoir qui est dénoncée. Prenons deux illustrations. Celle de François Rebsamen, ministre du travail (n° 163) qui, face aux mauvais chiffres du chômage, propose de renforcer les contrôles exercés sur les chômeurs, instaurant «une politique libérale, à l'image du gouvernement Hollande, qui instaure la culpabilité, la défiance, la suspicion, la menace et la répression». Le deuxième exemple renvoie à la loi travail, promulguée en 2016 par Myriam El Khomri (n° 173). AC! rappelle que cette loi est «favorable au patronat, défavorable aux salariés» et que les chômeurs sont également impactés (lire les développements sur l'article 52 du projet de loi). Plusieurs dessins accompagnent ce numéro, bien entendu concernant la loi El Khomri, mais aussi en une, un Code du travail ensanglanté, duquel surgit un doigt qui écrit sur le mur «La gôche m'a tuer¹⁶».

16. Allusion à un fait divers sanglant au début des années 1990. À côté du corps d'une femme assassinée, sur le mur, une phrase accusatrice, écrite en lettres de sang, «Omar m'a tuer», semblait désigner le coupable.

C'est la même défiance qui se manifeste, une fois Emmanuel Macron élu. Le numéro de rentrée (septembre-octobre 2018, n° 180) est quasiment consacré à dénoncer la politique du président. La plus explicite des dénonciations est la réponse à la phrase prononcée par ce dernier: «Le social, c'est dingue le pognon que ça coûte!». Fort de cette affirmation, l'article examine le coût de l'évasion fiscale, de la fraude fiscale, des niches fiscales, des exonérations, de la fraude et des cadeaux aux entreprises, pour conclure avec «les riches: c'est dingue le pognon que ça nous coûte!».

Les apports avec les élus locaux sont marqués de la même défiance. On a déjà rapporté la polémique suscitée par l'ex-député PS Joseph Pinard, mais Claude Girard (socialiste, directeur du CCAS de la ville de Besançon), se voit remettre la médaille en carton que AC! délivre aux représentants politiques, pour avoir osé demander à l'association de cosigner un courrier pour annoncer la suppression d'une allocation à laquelle AC! s'est vivement opposée (n° 46). Cette médaille en carton avait été inaugurée par Jean-Pierre Chevènement qui avait remis au maire de Besançon une médaille de l'ordre national du mérite (n° 45), suscitant le commentaire suivant:

Les notables qui nous gouvernent, s'auto-congratulent et retrouvent les us et coutumes de ces temps. Remises de médailles, discours boursofflés, vanité sans limite reviennent au goût du jour. [...] AC! décide d'offrir aux Bisontins «le revers de la médaille» en décernant, non sans humour, et avec une pointe de cynisme, ses propres décorations: médailles de la suppression, du bla-bla, du rien, du vent.

Cette dénonciation sans répit des privilèges dans lesquels évoluent les hommes/femmes politiques (mais aussi les représentant·es syndicaux) se lit de manière très claire dans la comparaison entreprise, sous forme d'un tableau synthétique entre le traitement de l'absentéisme au Sénat et à Pôle Emploi (n° 170). Suite au vote par le Sénat (13 mai 2015) d'une résolution pour sanctionner l'absentéisme, AC! sous le titre «Exemple d'équité», compare la manière dont ces deux institutions, politique et sociale, traitent les personnes.

Cette équité se manifeste aussi par le rappel aux valeurs antiracistes (voir le n° 34, par ex.) et au rejet permanent de l'impasse que constitue le discours du Front national à l'égard des chômeurs. Le n° 13 déconstruit la proposition de Jean-Marie Le Pen à propos de la Sécu, «symbole du collectivisme».

Résister affirme, à l'encontre de la liberté «de choisir librement le degré de protection qu'il désire et mettre en concurrence les caisses d'Assurance-maladie avec les assurances privées» qu'une telle «liberté» conduit à «l'insécurité sociale et à la remise en cause du droit à la santé». «Le Pen: la loi de la jungle» titre un article dans le n° 14 qui suit, insistant sur la politique de suppression des subventions aux Restos du cœur, que la municipalité FN de Marignane met en œuvre, tout en augmentant de 100 000 francs la subvention de l'équipe de foot.

Dans le n° 24, une page complète, sous le titre: «Le Front national et les chômeurs», reprend les principaux arguments du FN (privatisation de la Sécurité sociale, libéralisme extrême, fiscalité favorable aux riches, une conception des femmes contingentée à leur fonction biologique...), pour en démontrer le caractère régressif. Décidément, pour AC!, le FN est un «parti anti-chômeurs» (n° 26).

Ce clair positionnement ne se démentira jamais, ainsi qu'en fait foi l'édito du n° 135 (avril 2011), «Que se passe-t-il en France?», consacré à une analyse de la montée du score FN aux élections, réaffirmant «Le problème, ce n'est pas les immigrés. Le problème, c'est le libéralisme économique et ses exigences. Le problème c'est des partis politiques décidés à ne pas s'attaquer aux racines du mal».

Cependant, on se tromperait si l'on pensait que *Résister* consacrait l'essentiel de son espace à une critique du monde politique et/ou syndical pour sa déconnexion d'avec le monde séculier. De fait, *Résister* exerce une fonction de «voice¹⁷» en consacrant l'essentiel de son espace à l'information sur les politiques publiques mises en œuvre à l'égard des chômeurs.

INFORMER ET DIFFUSER L'INFORMATION SUR LES QUESTIONS QUI CONCERNENT LE PUBLIC VISÉ

Dans la veine de l'expression des prolétaires des années 1830, magnifiquement relaté par le livre de Jacques Rancière¹⁸, *Résister* se charge de fournir les informations aux chômeurs pour construire du collectif à partir de leur situation et développer une conscience de leur statut commun.

En premier lieu, il s'agit de donner la parole aux concernés eux-mêmes. D'où les rubriques comme

le courrier des lecteurs, qui permet à des chômeurs ou chômeuses d'exprimer leur opinion sur tel ou tel aspect de leur situation, sur leurs rapports avec les institutions. C'est ainsi que dans le n° 26 paraît une courte lettre qui dénonce une «vraie-fausse offre d'emploi affichée à l'ANPE», suscitant la réponse suivante d'AC!:

Il s'agit de l'offre n° 86168 G. Il est tout à fait choquant que l'ANPE vous ait fait courir pour une simple inscription dans une agence d'interim. [...] Quelle est la place du demandeur d'emploi dans les préoccupations de l'ANPE?

Juste en dessous, est publié un communiqué de réponse commune des collectifs AC! de Besançon et Montbéliard à un article de *L'Est républicain* exposant un fait divers, un chômeur du pays de Montbéliard ayant menacé de mettre le feu à une agence ANPE. Si le nombre de courriers adressé à AC! semble assez limité¹⁹, une rubrique «Parole de chômeurs» permet de faire entendre directement des prises de position. Deux chômeurs de Pontarlier, Eric, venu d'Orléans, Momo, de l'association Atmosphère de Pantin ou encore un membre du Comité des privés d'emplois de Fourmies, expriment leur avis sur la manifestation qui s'est déroulée à Paris le 7 mars et leur satisfaction d'y avoir participé (n° 37).

Une demi-page est également consacrée à ces paroles de chômeurs dans le n° 82, sous la forme d'une réponse d'AC! à des propos tenus devant l'ANPE de la rue Suard (à Besançon). Un des rares articles signés d'un nom (Christophe Choquet), dénonce l'auxiliariat dans l'éducation nationale («Paroles de chômeurs», n° 77). Une fois, cette parole passe par la poésie. En témoigne ainsi le poème (signé Maryse), *Hommage à ceux qui ont porté la lutte des chômeurs*:

À refuser ce monde
Vous étiez si vivants
Qu'avec votre sève exquise
Moi qui vivais recluse
Percluse et dépressive
J'ai retrouvé à vos côtés
La joie de lutte et vous m'avez nourrie.

Frédérique, chômeuse rebelle, pousse un «Coup de gueule» (n° 130), proclamant:

J'ai passé vingt-cinq ans, un quart de siècle à écrire des lettres de motivation. Un quart de siècle à motiver mes atouts, mes compétences, mes qualités, motiver ma motivation à travailler. Ma

17. Allusion à un célèbre triptyque («Exit, Voice, Loyalty», «Défection, prise de parole, loyauté») développé par Albert Hirschman dans un livre au titre homonyme paru en 1970. Il s'agissait pour lui de caractériser la manière dont des consommateurs réagissent face à des offres de produits.

18. Jacques Rancière, *La nuit des prolétaires: archives du rêve ouvrier*, Paris, Fayard, 2012.

19. Ces courriers n'ont pas fait l'objet d'une conservation, ni a fortiori d'un archivage.

motivation à vivre par son travail, ma motivation à recevoir ma pitance, mon droit à subvenir à mes petits besoins de solitaire, salariée précaire, nomade éternelle. Un quart de siècle de précarité.

Par ce biais d'une parole directe, il ne s'agit pas seulement de récriminer, mais d'inciter à l'action. Toujours à propos d'échos reçus lors d'une distribution de *Résister* devant l'ANPE, des chômeurs nous disent : «Non merci, ça ne m'intéresse pas», «Vous savez, moi, je cherche du travail, alors le reste...» ou encore «Je l'ai lu, c'est bien, mais vous croyez que ça va changer quelque chose?». Ces points de vue permettent alors à AC! de répondre que même si «le gouvernement de gauche s'est engagé sur des promesses électorales. [...] Croire qu'il suffit de lui faire confiance pour qu'il mette en place, face aux pressions du patronat, des actions efficaces pour l'emploi, c'est être bien naïf» (n° 33, 1997, sous le titre «S'en sortir seul? Ou tous ensemble?»).

Bien entendu, à cette interrogation rhétorique (seul ou ensemble?), AC! répond par l'action collective. Cette défense de l'agir en commun se traduit de multiples manières au fil des pages de *Résister*.

AGIR EN COLLECTIF

La place que l'international occupe dans les colonnes de *Résister* constitue un indice d'une compréhension large de l'action militante. L'Allemagne, pays auquel les réalités françaises sont très régulièrement rapprochées dans une comparaison *benchmarking*, comme la promeut la Commission européenne²⁰, fait l'objet d'une attention particulière dans les colonnes de *Résister*. On ne saurait citer tous les numéros où l'exemple de l'Allemagne est mobilisé. C'est le cas dès le n° 9 (1995) où l'accord sur les 35 heures dans la métallurgie, avec augmentation des salaires, suscite le commentaire suivant : «Pourquoi pas en France?». Mais c'est une inversion que pointe le n° 150 (2013) : «L'Allemagne un exemple à ne pas suivre», car «résultat de la politique mise en place entre 2003 et 2005 du gouvernement de gauche Schroeder, les lois Hartz» ont aggravé le sort des chômeurs, variable d'ajustement. S'ensuit une description des multiples aspects aboutissant à ce que :

En 1995, 80 % des chômeurs étaient indemnisés; aujourd'hui, ils ne sont plus que 35 %. Ceux qui ne le sont plus

dépendent de l'aide sociale dérisoire de 345 euros par mois.

Ces politiques libérales mises en œuvre par les sociaux-démocrates se manifestent également pour les retraités, ainsi que le pointe le n° 154 (2013) en matière de retraites :

Ce qui se fait en Allemagne est un indicateur de l'orientation des retraites en Europe. [...] Plus de 14 % des plus de 65 ans sont en situation de pauvreté selon les normes européennes (+ 9,9 % en France). Le durcissement des conditions d'accès à la retraite, âge légal, décote pour les carrières incomplètes, salariés ayant peu cotisé, accroît encore les difficultés de ces retraités.

On retrouve de nombreux articles ayant trait à d'autres pays européens (Portugal, n° 161 ; Espagne, n° 177, Grèce, n° 167) et une volonté claire d'inscrire les revendications portées par le mouvement des chômeurs dans un cadre extranational. L'article «Diverses politiques de l'emploi selon les pays» (n° 144), relatant, à travers quelques indicateurs, la variabilité des situations en France, Allemagne, Pays-Bas ou encore aux États-Unis, s'inscrit dans cette perspective grand angle. Car cette vision ne se limite pas à l'UE, comme on vient de le voir à travers la place des États-Unis. La Suisse (n° 161), l'Afghanistan (n° 143), le Brésil (n° 176) sont également cités.

Les mouvements sociaux font également l'objet d'une attention soutenue, que ce soit celui d'autres pays (Marks and Spencer, n° 57) ou ceux d'autres professions («Les intermittents du spectacle», n° 25, n° 68), les maîtres auxiliaires (publication d'une tribune du collectif des sans-postes, n° 25) ou l'occupation de l'Inspection académique (n° 26). Un bilan de cette occupation est publié dans le n° 27. Cependant, ce sont principalement les mouvements sociaux à l'ANPE qui suscitent l'attention du collectif AC!. C'est une grève qui s'y déroule (n° 99 ou n° 127), un courrier syndical envoyé à son directeur (n° 99). La grève de la faim d'une employée de Pôle Emploi (n° 139) est l'occasion de développer, dans un long édit, les critiques portées sur la dégradation des conditions d'exercice du métier de conseiller à l'emploi (polyvalence, cadences infernales, précarisation du statut...) et des conséquences que cela entraîne pour les chômeurs, de l'autre côté du guichet. *Résister* se félicite que le directeur de Pôle Emploi (qui se trouvait aux Mots Doubs²¹ quelques

20. Allusion à la comparaison systématique des éléments de politiques publiques nationales (en particulier les systèmes sociaux) pour en démontrer les écarts et faire converger les esprits vers un alignement cognitif (une européanisation) des conceptions et des politiques à entreprendre.

21. Manifestation locale en faveur du livre, jouant sur le nom du département : le Doubs, 25.

MARTINE CHEVILLARD

Martine est née à Dole (39) le 13 juillet 1945 dans une famille modeste du Jura qui cultive le goût de la lecture et de la pratique musicale. Après l'obtention de son bac philo en 1965, elle commence des études d'histoire-géographie tout en poursuivant une pratique théâtrale.

Comme une grande partie de sa génération étudiante, elle est syndiquée à l'UNEF. Elle se politise avec la guerre du Vietnam et Mai 68 lui fait découvrir Marx, Lénine, Mao, les groupes libertaires, maoïstes et trotskistes.

Elle obtient sa maîtrise d'histoire et, en 1970, se marie avec Alain Chevillard. Elle obtient un premier poste à l'École normale de filles à Besançon. Elle y développe des méthodes nouvelles, refuse la hiérarchie prof-élève et les notes contraignantes.

Avec Michel Antony, militant du SGEN-CFDT, elle déploie un enseignement sur la Commune de Paris en classe de 1^{re}, dépassant largement en temps les consignes du programme officiel.

Si elle se syndique d'abord au SNES, elle est rapidement déçue par ce syndicat insuffisamment préoccupé par la titularisation des auxiliaires, et passe au SGEN.

Martine a développé un sens du travail collectif avec la création d'équipes pédagogiques transdisciplinaires, engagements qui donnent sens à son métier et qu'elle va prolonger. Elle va participer aux réflexions et groupes de travail dans le cadre de la Mafpen (organisme rectoral de formation continue des enseignants), dont elle devient une des formatrices et de l'Institut national de la recherche pédagogique.

Elle s'implique dans la vie syndicale du SGEN en défendant fermement les vacataires et se mobilise pour la titularisation des précaires de l'éducation nationale.



Ayant été reçue au CAPES en 1988, elle obtient un poste au lycée Claude-Nicolas-Ledoux à Besançon. Tout en refusant l'inspection, elle connaît une carrière professionnelle extrêmement riche : recherche pédagogique, travail en équipes interdisciplinaires, création de commissions au sein de l'établissement dans le souci de mettre l'élève au centre des préoccupations du personnel de l'éducation nationale.

Elle quitte le SGEN en 1998, pour rejoindre SUD-Éducation dont elle sera un des piliers jusqu'à sa retraite en 2005.

Dès la création d'AC!, en 1994, elle rejoint la petite équipe qui développe l'association à Besançon. En 1997, elle est à Amsterdam pour la première euromarche des chômeurs.

Présidente de l'association de 2003 à 2014, elle anime des réunions, rédige des articles pour *Résister*, distribue devant les agences de l'ANPE, occupe l'Assedic, interrompt le conseil

municipal, envahit le conseil régional, manifeste dans les rues bisontines...

Son militantisme ne se limite pas à la lutte pour la disparition du chômage : elle adhère à l'association «À la rencontre de Germaine Tillon» à la suite de son implication dans le projet national de l'Association pour l'étude de la résistance intérieure pour la réalisation d'un DVD sur la Résistance dans le Doubs. Elle y prend en charge le thème de la résistance ferroviaire. Elle multiplie les recherches sur ce thème et prononcera 19 conférences sur ce sujet.

Elle participe également au conseil d'administration des Amis de la maison du peuple et de la mémoire ouvrière de Besançon qu'elle a rejoint en 1999.

Animée par l'esprit sanclaudien¹, elle adhère aux Jardins de Cocagne, association de réinsertion sociale et productrice de légumes et fruits bios et au magasin coopératif «T'as meilleur temps» à Besançon.

Toujours entraînée par son engouement pour la musique, elle joue du violon depuis son enfance. Cela lui vaudra de devenir présidente de l'Orchestre des jeunes de Besançon.

À sa retraite, elle rejoint l'Orchestre philharmonique puis, à Dole, l'orchestre Euterpe.

1. Allusion au socialisme coopératif mis en œuvre dans la ville jurassienne de Saint-Claude (voir Fabien Granjon (dir.), *La maison du peuple de Saint-Claude : éducation populaire, émancipation, politisation*, Paris, Le Cygne, 2024).

Entretien menée en avril 2025, relu et corrigé par l'intéressée. Texte autobiographique inédit, 4 pages.

semaines plus tôt pour la promotion de son livre) «plaide pour plus de moyens et plus de personnel [...] M. Charpy parle sans langue de bois, c'est nouveau». Avant d'ajouter, malicieusement : «Ah, on oubliait un détail, M. Charpy quitte Pôle Emploi au 31 décembre 2011.»

On le conçoit, en tant que mouvement de lutte contre le chômage, réclamant son abolition, AC! se positionne le plus souvent comme un interlocuteur exigeant et revendicatif à l'égard des institutions du chômage. «Assedic de Besançon : Faut que ça change!...», proclame un article dans le n° 20.

Les revendications suivantes sont énumérées : amélioration de l'accueil téléphonique, amélioration de l'accueil physique (accueil correct = respect des chômeurs), respect du règlement pour le remboursement des sommes versées en trop par l'Assedic («indus»). Le n° 21, rend compte, sur une pleine page, d'une rencontre avec le directeur de l'Assedic Doubs-Jura. Chacune des revendications portées à l'attention du directeur fait l'objet d'un commentaire :

Si certaines (réponses) vont dans le sens que nous souhaitons, d'autres sont plus inquiétantes ou carrément floues. AC!

Besançon entend continuer la lutte sur ce terrain.

À l'occasion du passage des marcheurs européens à Besançon, une lettre (reproduite dans le n° 29) est adressée au directeur de l'ANPE-République²², car ce dernier avait fait procéder à la fermeture de l'agence, AC! ayant disposé des panneaux d'information sur le chômage, tandis que des intermittents du spectacle lisaient des textes sur le chômage et la précarité.

Les négociations engagées nationalement sur le renouvellement de la convention Unédic font l'objet d'une attention critique et soutenue (n° 12, n° 25, n° 45, n° 71...). Sur presque deux pages, la convention signée le 20 décembre 1996, fait l'objet d'une analyse très détaillée (n° 25). AC! se réjouit. En effet, si les associations de chômeurs n'ont pas été associées à la négociation, les mobilisations de chômeurs (occupations d'Assedic, délégations auprès des unions patronales ou Assedic) ont permis de développer une certaine pression. À Besançon, la pétition a recueilli plus de 1000 signatures et suscité deux manifestations devant l'agence Assedic. Mais, sur le fond, AC! considère cet accord comme «tout à fait insuffisant». Et insiste : «Ne nous laissons pas enfermer dans notre isolement. À plus de quatre millions, nous sommes une force considérable qui peut obtenir mieux que des miettes.» *Résister* n° 133 reproduit un extrait d'un communiqué de Sud-Emploi qui alerte sur «la négociation de la nouvelle convention Unédic. Assurance privée en couverture».

Cette attention permanente à l'égard du fonctionnement de l'Assedic et de l'ANPE, amène AC! à s'opposer à toutes les tentatives de privatisation de ce service, qui doit rester public. «Comment est sournoisement détruit le service de l'emploi» alerte ainsi un article du n° 123, qui met en garde contre Ingeus-France, société privée. En une du n° 19, un «Attention! Arnaques à l'emploi» met en garde contre les fausses annonces et les services payants, style «serveurs Minitels²³ qui demandent une participation financière». Cette privatisation rampante de services aux chômeurs est de nouveau dénoncée dans le n° 135 : «Du beurre dans les épinards pour les opérateurs privés».

En effet et en réalité, le conseiller Pôle Emploi n'a plus vraiment le temps de voir les demandeurs d'emploi tous les mois. Il les oriente vers différents ateliers, dont une partie est organisée par

des opérateurs privés qui ne sont pas réputés être des philanthropes.

AC! ne manque d'ailleurs pas d'exprimer sa solidarité avec les agents de l'ANPE-Assedic. Ainsi, entouré de dessins assez caustiques, le n° 146 reproduit le courrier envoyé au Premier ministre et au ministre du travail²⁴ par le Syndicat national unitaire (SNU-ANPE), sous le titre «Pôle Emploi: le principal syndicat réclame un nouveau cadre stratégique».

Cette préoccupation pour les institutions du chômage ne se limite pas à l'ANPE et aux Assedic. Une page complète (n° 114) est consacrée à exposer les dangers qu'encourt l'AFPA²⁵ et donc la possibilité de formation des chômeurs. L'appel intersyndical de cet organisme est reproduit à côté de l'article et le commentaire suivant s'affiche en gras : «La formation est un investissement, pas un coût! Elle est un droit pour tous, pas une marchandise!»

Cependant, certaines initiatives reçoivent une réception pour le moins dégoûtée. Ainsi, sous le titre «On achève bien les ch...ômeurs²⁶», un long article (n° 123) rapporte l'initiative prise par une directrice de la Direction du travail d'Indre-et-Loire qui a mis en place des «foulées de l'emploi», promenades sportives de 10 à 20 km permettant à des employeurs potentiels d'observer des chômeurs s'entraînant. AC! oppose à ce type d'initiative individuelle des marches régionales édictées par les États généraux contre le chômage et la précarité. Le collectif, toujours !

AC! EN CAMPAGNE

Pour faire réagir, face aux défaillances des institutions, AC! s'inscrit dans la dynamique (inter) nationale des Euromarches. Deux grandes marches européennes sont organisées au niveau national, marches auxquelles les militants bisontins d'AC! ont participé.

La première est la marche qui a abouti, en juin 1997, à Amsterdam (n° 23, n° 25, n° 27, n° 28, n° 29, n° 30) est annoncée dès le n° 23 (novembre 1996). Les différentes étapes du processus, depuis l'appel de Florence (juin 1996), sont précisées dans l'article. Besançon est envisagée comme une ville-étape pour les marcheurs (n° 25). Finalement, un long

22. Il s'agit de l'antenne centrale de l'ANPE, située rue de la République, au centre-ville de Besançon.

23. Ancêtre d'Internet.

24. Jean-Marc Ayrault et Michel Sapin en 2012.

25. Association pour la formation professionnelle des adultes.

26. Ce titre fait explicitement allusion, comme il est d'ailleurs expliqué dans l'article, au livre *On achève bien les chevaux*, de Horace McCoy, publié en 1935. Adapté au cinéma en 1969 sous le titre éponyme, l'histoire raconte les marathons de danse qui se développent, suite à la crise de 1929, où des couples dansent jusqu'à l'épuisement pour essayer de gagner une prime.

MARYSE CAILLET

Née en 1954, Maryse Caillet est une enfant de la DASS. Cinquième d'une famille de six enfants, elle a été placée très jeune en famille d'accueil.



Révoltée permanente, elle n'achève pas ses études. Après divers petits boulots en intérim, elle travaille comme ouvrière spécialisée, puis OP chez Kelton (entreprise horlogère) à partir de 1971. Elle se syndique à la CFDT, devient déléguée du personnel, sympathise avec l'Organisation communiste des travailleurs. En 1974, elle devient déléguée du personnel. Au début des années 1980, elle est licenciée. Elle part à Belfort pour suivre une formation AFPA en électronique. Ne disposant pas du permis, elle ne trouve pas de travail stable et durant plus d'une décennie, elle vivote entre petits contrats et RMI. Elle revient à Besançon en 1996, s'étant éloignée de tout engagement. C'est avec le mouvement des chômeurs de l'hiver 1997-1998 qu'elle se rapproche d'AC! peu après l'obtention d'un local par l'association. Elle s'intègre facilement dans l'équipe et s'occupe de l'accueil des chômeurs et chômeuses. «J'étais dans mon monde, étant moi-même chômeuse», dit-elle. Puis vient le mouvement contre la suppression de l'AMIL. Lors d'une occupation du CCAS, elle fait une rencontre qui la marque, celle de Jeanne Z., une chômeuse d'origine espagnole, franchement de droite. Durant plus d'une décennie, elle participe aux diverses actions engagées par AC!: les marches européennes («J'étais à Cologne!»), les manifestations avec caddies dans les supermarchés, le travail d'accueil et de rédaction de CV... Elle écrit même un poème «Hommage à ceux qui ont porté la lutte des chômeurs» dans *Résister* n° 86. Parallèlement à un engagement très fort, elle commence la pratique du théâtre en 2000. Elle obtient le statut de travailleur handicapé, tout en multipliant les formations de courtes durées pour remplir aux conditions de maintien de son statut de chômeuse par l'ANPE. En 2007, parallèlement à la rencontre avec son compagnon Vincent, elle arrête son implication dans AC! Arrivée à la retraite, elle perçoit l'ASPA et vit dans le même HLM depuis quinze ans. Lourdemment handicapée, elle éprouve de grandes difficultés à se déplacer.

Propos recueillis vendredi 21 février 2025 à son domicile.

développement est consacré à ce sujet dans le n° 28, annonçant que la marche passera par Besançon du 3 au 5 mai. Ce sont au final 27 marcheurs qui sont accueillis dans la ville, avec diverses activités militantes à la clé (n° 29). L'article se conclut cependant sur une tonalité désabusée, puisqu'il y est indiqué :

Amis chômeurs, amies chômeuses, pourquoi avoir été si nombreux à ne pas nous rejoindre, pendant un moment au moins. Il nous serait utile de le savoir. Vous connaissez nos permanences et notre adresse. Alors venez-nous le dire ou bien écrivez-nous.

Résister ne dit pas si cette sollicitation a reçu un accueil positif. Un appel de salariés, chômeurs et économistes européens, publié dans le n° 30, conclut cette euromobilisation.

En 1999 se déroule la seconde Euromarche à Cologne. Si plusieurs membres du collectif bison-tin ont participé à cet événement, la place qui lui est consacrée dans *Résister* paraît limitée. Après avoir annoncé, parmi les «dates à retenir», cette manifestation dans le n° 45, un éditto lui est consacré dans le numéro suivant (n° 46), «Cologne: des décisions qui nous entraînent vers une régression sociale massive²⁷». L'Euromarche, comme forme de mobilisation supranationale, disparaîtra du répertoire d'actions collectives des mouvements des sans et sera remplacée par des marches régionales (voir n° 106, 2009) ou un retour au niveau national. *Résister* n° 153 (juin 2013) publie un appel paraphé par plusieurs associations de chômeurs et quelques organisations syndicales pour une marche sur Paris du 15 juin au 6 juillet 2013.

EN CAMPAGNE AU NIVEAU LOCAL

Le collectif local d'AC! s'est totalement impliqué dans ces initiatives européennes. Il a également déployé des initiatives propres au niveau plus limité de la ville et de la région. Trois campagnes successives ont occupé les forces militantes au long de ces années, ce dont témoignent les pages de *Résister*.

La première action locale a porté sur la mobilisation contre la suppression de l'allocation municipale d'insertion par le logement (AMIL)²⁸. AC! s'est

27. Quelques jours après la marche contre le chômage et la précarité se tenait un sommet européen des Quinze, qui a adopté, notamment, un «pacte pour l'emploi».

28. La ville de Besançon avait déployé une mesure spécifique, l'AMIL, qui consistait en une aide financière pour l'accès au logement pour les plus démunis. Constatant l'inadéquation de cette politique sociale locale, la municipalité (socialiste) a décidé de supprimer l'AMIL au 31 décembre

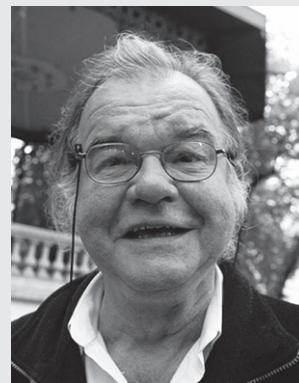
opposé à cette suppression, considérant que l'AMIL était plus avantageux pour les chômeurs que le FSL qui le remplaçait (voir par exemple n° 36 et surtout n° 37), car le FSL n'intègre pas une dimension de prévention face à la perte d'un logement. Suite à une intervention télévisée de la députée PS, plaçant que la disparition de l'AMIL ne changeait rien, AC! développe son argumentation (voir le n° 40, puis n° 41), incitant à signer une pétition. Finalement, une contribution du n° 47 («Très important. AMIL et aide au logement», septembre 1999) laisse entendre que l'AMIL a été prolongée d'un semestre (jusqu'en juin 1999) et invite les personnes impactées par sa suppression à se rendre chez une assistante sociale en cas de problème.

Parallèlement, AC! multiplie les initiatives pour l'obtention des transports gratuits pour les chômeurs. Cette revendication apparaît dès les premiers mois d'existence de l'association et se prolongera durant des années. Elle suscitera de très nombreux articles dans *Résister* en direction de deux interlocuteurs : la ville de Besançon pour les transports urbains (carte de bus Ginko) et le Conseil régional pour les trains TER. On ne peut ici développer les multiples refus et rebondissements auxquels AC! a été confronté. C'est au niveau de la ville (la communauté d'agglomération du Grand Besançon) que la première victoire est obtenue (n° 107, septembre 2007). Il faut attendre un an de plus pour qu'il en aille de même avec la région. En effet, c'est avec le n° 117 (octobre-novembre 2008) que *Résister* peut titrer «Enfin, la région applique la loi SRU sur les transports pour les plus démunis», en édit. Après huit années de mobilisation, la victoire est au bout du combat en ce qui concerne la région (avec des tarifs réduits), sans l'obtention de la gratuité revendiquée, la ville de son côté a accordé un peu plus tôt des tarifs adaptés pour les chômeurs les plus déshérités (RMI, CMU-C²⁹, ASS³⁰, AI³¹). AC! peut rappeler que «notre revendication de fonds reste la gratuité des transports» (édito, n° 117).

La dernière grande bataille qui a fortement mobilisé l'équipe d'AC! est celle des «recalculés» (évoqué notamment dans les n° 79, n° 80, n° 81, n° 82). Les recalculés sont une catégorie de chômeurs qui ont été victimes des modifications du

BERNARD SERAFINOWSKI

Bernard Serafinowski (12 décembre 1950-3 mars 2019) naît dans une fratrie de trois enfants de parents polonais. Son père, Joseph, travaille à Peugeot-Souchaux. Sa mère, Stefka, Polonaise née en France, est mère au foyer.



Après des études dans le pays de Montbéliard, il s'inscrit à la faculté de lettres à la toute fin des années 1960 et adhère à l'UNEF, animée à l'époque par Jean-Luc Mélenchon et prend sa carte à l'Organisation communiste internationaliste.

Sans résultats probants dans ses études, il exerce divers métiers, tout en fréquentant Marie-Claude. Ils ont une première fille, se marient en 1978 et ont un fils. Le couple se sépare par la suite.

Agent d'assurances pendant plusieurs années, il est licencié dans les années 1990.

En 1998, en prenant contact avec AC!, il revient alors à l'engagement social dont il s'était éloigné depuis ses années universitaires. Il devient rapidement un des piliers du petit groupe, si bien que, en 2001, un emploi aidé ayant été obtenu par l'association, c'est lui qui l'occupe.

Bernard devient ainsi, jusqu'à sa retraite, le permanent d'AC! Besançon. Il est la cheville ouvrière de l'association. C'est sur ses épaules, principalement, que repose l'édition de *Résister*, dont il est un contributeur régulier.

Après plusieurs années d'intenses activités, il prend sa retraite en 2011, tout en poursuivant son engagement à AC!.

Enthousiasmé par la création du NPA, il adhère à cette organisation, dont il sera candidat aux élections cantonales de 2012 et figurera sur la liste présentée aux élections régionales en 2014. Il prendra des distances par la suite.

Peu avant sa mort, il déménage de son quartier de Planoise pour s'installer dans un HLM neuf, mais décentré. Avec des revenus très faibles, il assume l'éducation de son fils Ludovic, jusqu'à ce que la maladie l'emporte.

Je remercie Michel Chopard, son cousin, pour ses informations précieuses. De même m'a été utile le discours que Charles Piaget a lu lors de ses obsèques, discours figurant dans les archives d'AC!

1998. L'AMIL était alors remplacée par une autre mesure, le FSL (Fonds social du logement) cofinancée par l'État et le département.

29. Couverture maladie universelle complémentaire. Désormais Complément de santé solidaire.

30. Allocation de solidarité spécifique, attribuée aux chômeurs qui n'ont plus droit à l'allocation-chômage.

31. Allocation d'insertion.

système d'indemnisation du chômage³². Le Conseil d'État, saisi, donna raison aux plaignants, suscitant un nombre de contentieux important. Les plaignants pouvaient se faire aider dans leurs démarches par AC! Un article publié dans le n° 81 explique comment déposer un dossier pour les «recalculés». Un premier bilan est publié dans le n° 80 faisant état de 64 dossiers constitués à Besançon et 109 en Franche-Comté. Sauf inattention de notre part, aucun bilan définitif de cette intense mobilisation n'a été publié dans les colonnes de *Résister*.

Ces différentes campagnes mobilisent l'énergie du groupe militant d'AC! Besançon. Les manifestations régulières, l'occupation des locaux de l'ANPE (en particulier durant l'hiver 1997-1998), la signature de pétitions, l'interpellation des pouvoirs publics (y compris en intervenant en conseil municipal ou en occupant les locaux de la mairie), la diffusion de *Résister* devant les agences ANPE, la participation aux instances internes du mouvement (lire, par exemple, le compte rendu des assises de Clermont-Ferrand, n° 115), la participation aux comités de liaison de l'ANPE (n° 51), toutes ces actions militantes se maintiendront, avec plus ou moins de succès, tout au long des années de publication de *Résister*³³. Ce qui permet d'avancer (n° 23) que «L'action collective, c'est efficace!». Pour asserter ce point de vue, *Résister* revendique «la reconnaissance de son rôle par les chômeurs, mais aussi les divers partenaires, administrations; des avancées en matière de tarifs des bus; une aide dans la recherche de logements; une défense des personnes sanctionnées par l'Asse-dic; un appui aux personnes surendettées; une aide personnelle pour les démarches personnelles». Ces activités posent de manière cruciale la question d'un lieu permanent pour développer les activités. Après moult interventions, AC! obtient finalement, en janvier 1998, un local de la mairie de Besançon. Cette implantation va enraciner mais également accompa-

32. Dans le cadre de la nouvelle convention Unédic (2001) était introduit le PARE. En contrepartie de l'arrêt de la dégressivité des indemnités, les chômeurs bénéficiaient d'un accompagnement renforcé et d'une indemnisation, Allocation de retour à l'emploi (ARE). Très rapidement, il est apparu que cette ARE était une mesure très coûteuse et décision fut prise de réduire les conditions de son accès et de limiter les durées de versement de l'allocation. Or, cette décision, appliquée de manière rétroactive, privait les chômeurs inscrits avant le 31 décembre 2002 d'une part substantielle de leur allocation. Les associations de chômeurs (dont l'antenne bisontine d'AC!) appelèrent les chômeurs concernés à porter plainte et voir leur situation recalculée.

33. Il faut bien sûr intégrer les manifestations ou les rassemblements de rue appelés par AC!. Sans oublier les initiatives auxquelles AC! a participé, ainsi que, plus rares mais très médiatiques, les manifestations avec caddies dans les supermarchés. La périodicité mensuelle de *Résister* ne permettait que difficilement de rendre compte de cette actualité dans le journal.

ALAIN TAMBOLONI

Instituteur, militant antichômage, il est né à Besançon le 16 août 1956. Issu d'un milieu populaire, Alain n'en poursuit pas moins ses études jusqu'au baccalauréat qu'il obtient en 1975 au lycée de Palente.



C'est durant ses années de lycée qu'il commence à s'intéresser à l'action politique. D'une part, le lycée était situé à quelques encablures de l'usine Lip, occupée au printemps 1973. Comme il l'exprime, «Lip, c'était notre cour de récréation». Avec sa bande de copains et copines, il se rend régulièrement à Lip, prend part aux manifestations après l'évacuation de l'usine le 14 août 1973, participe à la marche de septembre, ne rate aucun des concerts qui animent la partie culturelle. Cette proximité géographique avec une lutte ouvrière emblématique des années 1970 se

gner un infléchissement du contenu des activités au fil des années.

On l'a lu, AC! en parallèle de la promotion constante de l'action collective³⁴, a développé une dimension pratique de services en direction du public des chômeurs. Il s'agit d'abord de diffuser des informations sur ce que signifie être au chômage. Le n° 42 fournit un bon exemple. Sur une double page centrale titrée «Informations pratiques», sont développés les points suivants: «Fonds d'urgence social»; «Cumul minima-salaire»; «Téléphone, eau, gaz, électricité»; «ANPE-aide à la mobilité»; «AMIL»; «Insaisissable». Pas un aspect de la vie du chômeur n'échappe au vademecum que représentent les différents numéros de la revue. Cette primordiale fonction informative se décline au fil des numéros, pour fournir des repères pratiques pour le public rencontré devant les ANPE, où *Résister* est diffusé, parfois affiché sur les panneaux des agences. On pourrait

34. On sent cependant poindre parfois une certaine désillusion dans les propos. Ainsi, à l'occasion de l'annonce de la dixième manifestation annuelle des organisations de chômeurs, *Résister* conclut l'appel à manifester par: «En espérant que la mobilisation soit, pour une fois, à la hauteur de l'explosion du chômage et de l'aggravation de la précarité» (n° 148, 2012).

double d'une participation active aux mouvements lycéens qui agitent la période. Se ressentant anar, il anime le comité de lutte de son bahut, sympathise avec Bernard Viprey, un des leaders du mouvement lycéen sur la ville. La musique joue un rôle très fort dans son processus de politisation. Il écoute en boucle Bob Dylan ou Neil Young, traduisant les paroles pour son entourage (*Ohio*, par exemple).

Besançon constitue une sorte de chaudron pour le radicalisme politique. De nombreuses personnes, attirées par le conflit Lip, s'installent dans la ville, constituant un milieu qu'il fréquente. Il fait un court séjour à l'Université durant un an où il évolue dans le milieu radical, fréquentant les activistes de *Révolution!*, lui-même adhérant pour une brève période à la Fédération anarchiste. Mais les réunions bavardes l'ennuient rapidement. Et le freudo-marxisme dont il se réclame se heurte aux querelles et polémiques incessantes de l'extrême gauche locale. Il va rompre, pour de nombreuses années avec ce petit monde, il passe par le concours de l'École normale et s'éloigne. Éducateur en internat à l'Établissement régional d'éducation adaptée, il y travaille jusqu'en 2003, puis est embauché à l'Institut médicosocial Fontaine-Argent à Besançon. Il termine sa carrière professionnelle en 2013, après une ultime année aux Salins de Bregille (Besançon) où il prend en charge des enfants malvoyants.

Toujours révolté, mais sans activité pratique, il se trouve «électrisé» par le mouvement des chômeurs

de l'hiver 1997-1998. L'occupation d'une ANPE à Besançon le remet dans le bain de l'action collective. C'est l'étincelle qui le fait rejoindre les militants syndicaux FSU (Franz Ehrard, Guy Pourchet, Nadine Castioni...), SUD (Pierrot Cochard, Noëlle Ledeur, Fabrice Riceputti...) qui participent à l'animation du groupe local d'AC!, avec Bernard Serafinovski, Philippe Billet, Charles Piaget, Maryse Caillet, Martine Chevillard et de nombreux/nombreuses autres. Il apprécie l'ambiance très autogestionnaire qui préside au fonctionnement de l'association. Alain deviendra très proche de Piaget, puisque ce dernier ne disposant pas d'auto, est véhiculé dans celle d'Alain, après les réunions, multipliant ainsi les occasions d'échange avec l'ex-leader des Lip.

Très rapidement, il se montre comme un des plus réguliers parmi les militants de la lutte antichômage. Alain trouve rapidement sa place et joue un rôle croissant dans la vie de l'association. L'activité administrative augmente considérablement et il prend en charge la comptabilité d'AC! Besançon. Il participe épisodiquement à la rédaction de *Résister* et ne manque jamais une diffusion devant l'Assedic ou les ANPE. Depuis sa retraite en 2013, Alain est devenu président d'AC!, dont l'activité décline lentement mais sûrement, faute d'un élargissement ou d'un renforcement du corps militant à l'image de l'étiollement du mouvement au niveau national.

Entretien réalisé en mars 2025, relu et corrigé par l'intéressé.

multiplier les illustrations, tant cette dimension informative sature *Résister* tout au long de son existence. Un autre exemple servira à illustrer cette constante attention à compléter les analyses politiques d'une dimension d'utilité concrète. Un encadré (n° 53, 2000), «Chiffres à retenir. Au 1^{er} juillet 2000» expose ainsi le montant du SMIC, le taux des Assedic : taux plein, taux après dégressivité, AFR³⁵, ASSS, AI, RMI (une, deux, trois et quatre personnes).

Dès sa création, AC! tient des permanences d'accueil dans une salle syndicale, où se déroulent d'ailleurs les réunions. L'obtention d'un local, puis l'obtention d'un emploi aidé (n° 58) va démultiplier les possibilités de services en direction des chômeurs. Non seulement le local est désormais ouvert cinq jours par semaine, mais l'écoute et le conseil vont se renforcer, ainsi que l'annonce en une du n° 61 de fin d'année 2001³⁶. Deux services spécifiques seront déployés au fil des mois. Un accueil personnalisé de conseil aux chômeurs pour régler

leur situation, parfois ubuesque, avec les services de l'emploi et plus largement toutes les institutions publiques. Puis, à partir de septembre 2004 un atelier d'initiation à l'informatique (n° 86) est créé, afin de lutter contre l'«illectronisme» fréquent parmi le public précaire. Handicap d'autant plus prégnant que les différentes administrations prennent toutes le chemin de la dématérialisation des démarches, les services de l'emploi au premier chef. Sous le titre «Une belle réussite», le n° 164, relate le cas de Vincent, la quarantaine «qui n'avait jamais touché une souris et encore moins surfé sur la toile (Internet)». Grâce au suivi de l'atelier proposé par AC!, il a pu s'inscrire dans une formation qualifiante de niveau BTS.

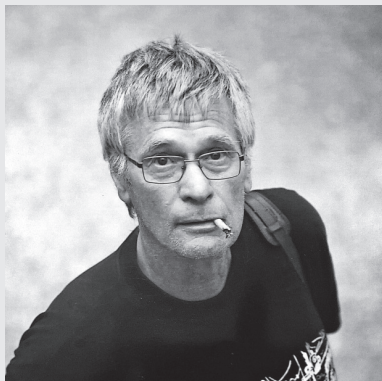
La dynamique ne s'arrête pas là, car l'aide aux démarches n'apparaît pas suffisante pour surmonter les difficultés auxquelles peuvent être confrontés les chômeurs. C'est pourquoi *Résister* n° 109 appelle à la création d'un groupe de parole, dont la première réunion est programmée le 8 novembre 2007. Il s'agit d'offrir «un temps de partage et de rencontres respectueux et authentique; une manière inhabituelle d'être présent, à soi et aux autres; un espace pour exprimer vos sentiments quels qu'ils soient; une

35. Allocation formation reclassement.

36. De même de nouvelles permanences sont proposées dans des points publics ou des centres sociaux, dans les quartiers populaires de Clairs-Soleils ou de Planoise (n° 69).

JEAN-PHILIPPE BILLET (DIT BIBI)

Bibi est né le 23 mars 1941 à Alger et est décédé en 2018. Agent technique de l'équipement, militant communiste libertaire, il milite à la CFDT, à la CGT et AC!



Bachelier, il s'inscrit en fac de chimie en 1963. Diplômé, il part comme enseignant coopérateur en Algérie.

De retour en France, il fréquente les milieux gauchistes estudiantins. Dans la mouvance d'extrême gauche qui refait le monde au restau U, il fréquente Michelle Bôlle-Reddat, avec laquelle il se

marie en 1972 et achève sa thèse de chimie. Nadia, leur fille unique naît le 2 septembre de la même année. Il y a urgence à «faire bouillir la marmite». Philippe commence sa carrière au labo de l'équipement du Doubs où il fera toute sa carrière comme auxiliaire durant vingt ans. Il ne sera titularisé qu'en janvier 1993.

Il se syndique à la CFDT à laquelle il restera fidèle jusqu'en 1992. L'arrivée de Nicole Notat l'amènera à rompre avec le syndicalisme d'accompagnement qu'elle incarne et à se syndiquer à la CGT. Il participe aux luttes, comme soutien extérieur lors de la grève du Prévent en 1972, à Lip où il assure la vente des montres à la DDE.

Il participe à la création d'une union régionale CFDT de l'équipement, dont il est un des responsables et s'investit à plein durant la grève intersyndicale de l'hiver 1978-1979 à la DDE. En 1979, il renvoie son livret militaire pour protester contre le rôle que l'armée joue dans la vie politique. Philippe milite tout au long des années 1970 au Groupe communiste libertaire.

À partir de 1993, il s'investit dans la création et l'animation d'AC! avec Charles Piaget et toute une équipe de syndicalistes et militants politiques. Il devient un des piliers de l'association et prend en charge les finances, dont personne ne souhaite vraiment s'occuper.

Cette tâche de trésorier va l'occuper de manière croissante, AC! ayant obtenu la possibilité d'avoir des emplois aidés, la responsabilité n'est pas mince. Il participe aux réunions hebdomadaires d'AC!, à la rédaction, l'édition et la diffusion de *Résister*.

Son départ en retraite, en 2005, ne ralentit en rien, son investissement dans AC! Imprégné par sa formation universitaire, il était un lecteur régulier de magazines scientifiques de haute volée, ce qui ne manquait pas d'étonner son entourage militant, plus prompt aux lectures politiques. Lectures qu'il partageait d'ailleurs avec ses camarades, même si sa culture scientifique profonde le singularisait.

Texte relu et corrigé par M. Billet et N. Savoye.

découverte de vos propres valeurs, qualités, ainsi que celles de l'autre». C'est la seule mention de ce groupe de parole dans *Résister* et il est, hélas, impossible d'en dire plus sur son effectivité. En tous les cas, on ne peut que souligner l'attention portée par les militants d'AC! au moral des chômeurs rencontrés au cours des permanences.

AC! a toujours essayé de développer son activité dans la perspective d'une éducation populaire de grande qualité. Il s'agit toujours de dénoncer les injustices et les difficultés auxquelles sont confrontés les précaires et chômeurs, en insistant pour que ces derniers deviennent, autant que faire se peut, des acteurs de leur propre transformation. En témoigne ainsi la manière dont le traitement de la réalité du chômage se donne à voir. Par exemple le n° 178 rend compte de la concrétude des chiffres du chômage en les rapportant à la population d'une ville. «En France, cela correspond à 65 villes de 100 000 habitants souffrant du chômage». Cette inscription dans l'éducation populaire se manifeste également par le nombre de conférences publiques et de publications : avec l'économiste Michel Husson (n° 3), Claire Villiers (n° 76), la publication du compte rendu très

détaillé du livre de Thomas Piketty sur les inégalités (n° 176) ou le compte rendu d'une conférence sur le lien entre pauvreté et prison (n° 46), qui amène *Résister* à demander «l'octroi de minima sociaux pour les détenus».

AC! s'est également positionné comme un acteur politico-culturel sur la scène locale, en organisant des concerts (n° 82), dans une radio associative locale, Bisontine indépendante et populaire (BIP). C'est sur les antennes de BIP que l'émission *AC! Tonne*³⁷ a été diffusée hebdomadairement durant plusieurs années³⁸ – on en retrouve mention entre le n° 71 (janvier 2003) et le n° 95 (juillet-août 2005). C'est toujours la même logique qui incite le groupe à ouvrir une bibliothèque de prêt gratuit dans ses locaux (n° 100). Il ne s'agit pas de se substituer aux bibliothèques municipales, car «Vous y trouverez essentiellement des polars, romans et thrillers»,

37. Une émission éponyme est toujours diffusée sur les ondes de la radio bordelaise, *La Clé des ondes*. Merci à René Seibel du collectif national d'AC! pour m'avoir transmis cette information (www.lacledesondes.fr/emission/ac-tonne).

38. On ne peut que regretter que les archives de Radio Bip n'aient pas conservé ces émissions.

soit une proposition de lecture en harmonie avec les attentes supposées des chômeurs.

QUELQUES MOTS POUR CONCLURE

Cette brève présentation de *Résister* n'épuise pas le contenu proposé au fil des numéros. Pour être complet, il faudrait ajouter des thèmes tels que la volonté d'inscrire la lutte contre le chômage dans un rapport à l'histoire longue; voir «Les plaintes du patronat» (n° 33) ou l'histoire du Smic («Le Smic: l'histoire de sa dévalorisation: sur l'évolution du Smic depuis le 11 février 1970³⁹», n° 143); la place des jeunes sur le marché du travail (n° 18, n° 25, n° 149, n° 153, n° 154...); le rapport à l'environnement/la décroissance, le lien chômage-écologie (n° 135, n° 144), etc. On l'a compris, sous une forme ramassée, *Résister* a fourni matière à informations, à défense des droits, à réflexion à de nombreux chômeurs se rendant dans leurs institutions.

Si le collectif bisontin d'AC! a connu des hauts et des bas du point de vue des militants s'impliquant dans son animation, la perspective, somme toute «léninienne» de construction du collectif par le biais du journal, ne s'est jamais démentie. AC! et ses militants se sont plutôt heurtés à des modifications profondes du fonctionnement du mode d'organisation de l'ANPE, puis de Pôle Emploi, rendant très difficile la diffusion du journal. En effet, l'évolution de cet organisme, durant la période, s'est ordonnée autour d'un traitement de plus en plus individualisé des demandeurs d'emploi. Les horaires d'ouverture au plus large public se sont réduits, au profit de convocation individualisée et sérialisée. Il devenait de plus en plus compliqué de toucher un nombre important de chômeurs en installant une table et quelques panneaux devant les ANPE. Face à l'effort que représentait le temps consacré en une matinée à toucher parfois moins de dix allocataires, le collectif militant a pris la décision de cesser de publier ce journal et d'orienter différemment son énergie. *Résister* n'a pas disparu immédiatement pour autant, car la maquette a été, temporairement, conservée pour sortir des tracts, durant au moins deux ou trois ans. Si l'engagement des militant·es d'AC! Besançon pour et avec *Résister* a cessé depuis quelques années désormais, la mobilisation pour l'abolition du chômage du collectif a pris d'autres formes. La lutte se poursuit toujours.

Et les permanences d'AC! sont toujours ouvertes pour celles et ceux qui en ont besoin. L'esprit de *Résister* résiste...

CHARLES PIAGET

Né en 1928, il est sans conteste le militant le plus connu d'AC! du fait de son rôle de leader dans le conflit Lip de 1973.

Parti en préretraite de la coopérative Lip en 1983, il connaît un retrait d'une décennie de la vie militante.

En 1993, sollicité par Claudine Pedroletti, militante de la LCR, pour participer au lancement d'AC! à Besançon, il s'implique immédiatement dans le collectif en construction.



Avant d'obtenir un local, l'adresse publique d'AC! était la sienne. Il en assume la présidence de 2001 à 2004, date à laquelle il cède la responsabilité de 2004 à 2013 à Martine Chevillard. Il reprend la présidence jusqu'en 2018 (il a 90 ans, rappelons-le), pour la laisser à Alain Tamboloni.

Cette présidence est tout sauf symbolique. Charles incarne l'âme d'AC!. Militant infatigable, il participe aux réunions hebdomadaires, qu'il anime le plus souvent, assure les permanences pour les chômeurs, rédige régulièrement des textes pour *Résister*, qu'il distribue devant les ANPE.

À la demande de ses camarades, il rédige régulièrement des notes sur l'actualité sociale du chômage, l'évolution du monde du travail, le monde syndical ou encore la conjoncture économique.

Il sera présent lors des différentes marches européennes et participera avec enthousiasme au mouvement d'occupation de l'hiver 1997-1998. Il met ses immenses compétences syndicales au service du mouvement des chômeurs, sans compter ses heures, son énergie, son temps. Mais l'âge est là. En 2018, ayant passé le relais, il continue à participer aux réunions et aux activités de l'association. Il décède le 4 novembre 2023.

La biographie de Charles Piaget figure dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, le *Maitron*. Une actualisation de sa biographie militante a été réalisée au moment de son décès en 2023. On peut se reporter au livre *Charles Piaget: un homme singulier au service du collectif*, Paris, Syllepse, 2024.

39. Texte écrit par Charles Piaget, les notes préparatoires figurent dans les archives d'AC!.

Une Société Barbare

Une société qui organise l'économie en tolérant des taux de rentabilité très élevés pour les détenteurs, des capitaux investis, sait, parfaitement qu'elle crée systématiquement un chômage massif.

En effet, ne sont créés que des emplois hautement rentables pour satisfaire la soif des investisseurs.

Cette société, participe à la "nécessité" du chômage et de la précarité, pour le maintien, par la peur, de salaires bas.

C'est une société barbare.

Le chômage est une "Invention" récente. Il a vraiment commencé avec la révolution industrielle au début du 19^e Siècle. pendant plusieurs millions d'années, ce mot, n'avait aucun sens pour l'être humain.

Tous occupés pour les besoins du groupe.

L'imposition sur les bénéfices des entreprises :

45% dans les années 1980
22% actuellement.

Paradis fiscaux.

les sommes dissimulées par de riches individus sont évaluées à :
Entre 7000 et 36000 milliards d'euros

(le PIB de la France, notre travail : 2300 milliards d'euros)
sur l'année

C. Piaget

Réforme = Arnaque

La TVA est un impôt sur tous les achats effectués en France.

En République, les impôts sont censés permettre, une redistribution, pour corriger les inégalités, investir dans l'éducation, la formation, la santé etc.

Or la fraude à la TVA est un commerce juteux et sans risques. 32 milliards d'euros chaque année.

Le déficit cumulé de l'Assurance chômage date de nombreuses années. Il est actuellement de 38 milliards d'euros.

Que va décider M^r Macron?

Quelle Réforme?

Il a choisi, réduire les indemnités de chômage pour économiser 1 milliard d'euros par année Sur les Chômeurs

Et ne pas toucher à la fraude TVA

Même scénario pour les retraites

Ne pas toucher à la fraude Fiscale, évasion Fiscale : 70 à 80 Milliards d'euros/an

15 Sept 2016

Pour la 1^{re} fois, un effort est fait contre la fraude Fiscale.

Une équipe de fonctionnaires est constituée.

28 milliards d'euros seront récupérés rapidement.

2017 L'équipe est dissoute.

C. Piaget

Des chiffres à Méditer

L'aventure humaine a commencée il y a un peu plus de 5 millions d'années (5000 Millénaires)
Qu'est ce qu'un millénaire : Peu de chose.

Or une croissance sur un millénaire:

De +1% l'an l'humanité passerait de 7,6 milliards à 160.000 milliards
De +0,5% l'an " " " 7,6 " à 1 100 "
De +1% l'an Besançon " " 120.000 h à 2,4 milliards

C'est exactement pareil pour la production de biens matériels. la Planète n'est pas assez grande pour cela.

Désormais

Toute croissance économique et démographique nous est Interdite.

Toute croissance est prise à l'encontre des générations à venir.

Désormais : /a longue durée des objets fabriqués, de nos biens, /a chasse au gaspillage, aux produits inutiles, le tri, le recyclage, La récupération de tous nos déchets et une certaine sobriété

Deviendront nos activités prioritaires.

Avec la protection de la nature et des êtres vivants avec la lutte contre le réchauffement climatique.

Face à ces problèmes gigantesques

Les monstrueuses Inégalités ne sont plus Tolérables.

C'est là, qu'il faut agir, M^r Macron. Pas contre les Chômeurs
Pas contre les Retraites. Pas contre les réfugiés.

C. Piaget

Victor Hugo

S'adressant aux députés:

« Vous voulez la misère secourue. Je la veux supprimée. »

140 ans après nous en sommes toujours là

Chômage massif, Précarité, Pauvreté, Réfugiés

- Toujours la misère un peu secourue.

Et absence totale de mesures pour la supprimer

Parlons, Chômage et Précarité.

Nous le savons. Il n'y aura plus de croissance forte dans nos pays développés.

Or depuis 40 années on entend le même discours affligeant.

« Sans croissance pas d'emplois »

« Le plein emploi reviendra avec la croissance »

Or même lors des 2 courtes périodes de croissance, le chômage est resté à un niveau élevé.

Quand à la Précarité, croissance ou pas, elle ne fait que croître au fil des années

Il n'y a pas de solution sans, Partage,
sans Solidarité.

Cette Economie produit toujours plus

de Cupidité de Corruption et de
Criminalité financière

Toute Réforme devrait commencer par cela

G. Prager

Rien ni personne ne peut
prévaloir sur le droit inaliénable
de chacune et de chacun de voir
reconnue sa place dans la société,
de voir mis en œuvre son droit à
un emploi.

Ce n'est pas seulement un droit,
une concession de la société.
Chaque femme, chaque homme est
unique dans ses qualités humaines.
Cette richesse spécifique mise à
l'écart serait un manque
préjudiciable à tous.



Pratiquer la tolérance
ce n'est ni tolérer
l'injustice sociale, ni
renoncer à ses propres
convictions, ni faire de
concession à cet égard.

Conférence générale de l'UNESCO 1995

Association
MARTIN LUTHER KING
Centre Social "L'ESCALE"
2, bd. de la Corniche - 39100 DOLE

Nous refusons la logique mortelle
d'un système qui annule l'avenir
de millions d'entre nous et par là
même met en péril la démocratie.
Nous nous battons pour
l'abolition du chômage et de
toutes formes d'exclusion.

Les défenseurs de ce système
cherchent sans cesse à se
soustraire à toutes obligations
redistributives, cotisations
sociales, impôt sur les sociétés,
impôt sur la fortune. Se
soustraire à toute solidarité. Leur
réponse à ce sujet c'est : « la
compassion »

C'est notre système économique
globalisé qui nous mène à l'impasse.
Système basé sur une concurrence
guerrière, une lutte forcenée pour des
innovations relançant sans cesse la
consommation. Une petite part de
l'humanité en profite actuellement,
mais ce système pousse les 6,5 milliards
d'hommes dans la même direction :

L'IMPASSE TOTALE

La planète est un oasis.
Tous les oasis ont un équilibre fragile.
Notre planète n'est pas remplaçable.
C'est le bien commun de tous les êtres
vivants.

Avec nos activités désordonnées et
prédatrices,
nous détruisons notre lieu
d'hébergement :
LA TERRE